

Politiques de l'écriture et régimes du collectif dans les avant-gardes littéraires en mai-juin 1968

Boris Gobille

Volume 54, Number 1, 2018

Écritures de la contestation. La littérature des années 68

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1042864ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1042864ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0014-2085 (print)

1492-1405 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gobille, B. (2018). Politiques de l'écriture et régimes du collectif dans les avant-gardes littéraires en mai-juin 1968. *Études françaises*, 54(1), 13–36. <https://doi.org/10.7202/1042864ar>

Article abstract

This article explores the impact of May-June 68 on the French literary avant-garde. The protests appeared to bolster the revolutionary aspirations of the avant-garde writers, yet proved as much a defeat for them. They had to enter the arena and establish collectives. The politics of avant-garde literature, at least that basing social revolt on a theory-driven language revolution, was countered by the generalized, egalitarian, anonymous, everyday utterance. How did the avant-garde confront this challenge? Three positions are examined. Tel Quel, hostile to the student movement, entered as an already formed group exemplifying the breach between specialized theoreticians and common spontaneists. On the other side, the Comité d'action étudiants-écrivains, established on May 18, 1968 at occupied Sorbonne, aligned with the symbolic matrix of May, advocating merger with the revolutionary movement and breaking with writer privileges to conceive a "writing communism" based on anonymity and impersonality. Lastly, the Union des écrivains, also born during the events, contested the "established literary order" and questioned the relationships between literary writing and the "generalized writing" of May. It also generated a collective union-type action heralding the writer as a "worker" whose "social death" must be prevented and breaking with the literary mythologies that portray the author as an ethereal solitary creator. In challenging the literary singularity, the May-June 68 political community forced the avant-garde to rethink its politics of literature and conceptions of the collective. This article looks at the relationships between literary field and critical event, examining the reshaping that occurred in the immediate post-May period.

Politiques de l'écriture et régimes du collectif dans les avant-gardes littéraires en mai-juin 1968

BORIS GOBILLE

L'une des dimensions du télescopage entre le champ littéraire et un événement comme Mai-Juin 68 en France tient au heurt entre le « régime de singularité¹ » qui prévaut dans l'ordre du littéraire et le régime de communauté qu'incarne et appelle le politique dans ses états critiques². Le champ littéraire est profondément travaillé par des logiques individualistes. Sur le plan symbolique d'abord, avec l'impératif de l'originalité, l'accumulation et la détention d'un capital symbolique attaché à la personne de l'écrivain, l'écriture et la signature en nom propre, la mythologie romantique du génie, les attendus du « monde de l'inspiration³ » qui commandent le détachement à l'égard des engagements sociaux et la disponibilité à la créativité, la logique médiatique qui privilégie la notoriété personnelle et la biographie de l'écrivain, les prix littéraires décernés à des lauréats individuels plutôt qu'à des collectifs, etc. Sur le plan matériel et juridique ensuite : droits d'auteur individuels, relation contractuelle avec les éditeurs, atomisation sociale des écrivains, responsabilité légale personnelle de l'auteur en cas de plagiat, diffamation, incitation à la haine, etc.

1. Nathalie Heinich, *Ce que l'art fait à la sociologie*, Paris, Minuit, coll. « Paradoxe », 1998.

2. Michel Dobry, « Le politique dans ses états critiques : retour sur quelques aspects de l'hypothèse de continuité », dans Marc Bessin, Claire Bidart, Michel Grossetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2010, p. 64-88.

3. Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 1991, voir en particulier p. 200-206 et p. 107-115.

Bien sûr, des formes de vie sociale et des leviers collectifs de légitimation structurent le champ littéraire parvenu à l'autonomie, de l'animation de revues aux cercles d'admiration mutuelle en passant par l'identité collective des maisons d'édition et l'appartenance, il est vrai rare, à des académies. C'est tout particulièrement vrai des avant-gardes. Véritables entreprises collectives, elles se caractérisent par la construction d'une sociabilité exclusive et d'une identité esthétique forte, d'ailleurs labellisée comme telle (« futurisme », « surréalisme », « Nouveau roman », « textualisme », etc.). Souvent portées par une vocation éthico-politique, elles mobilisent des répertoires d'effraction, de démarcation et de distinction propres, revues et maisons d'édition dédiées, manifestations bruyantes, provocations et scandales, textes-manifestes⁴. Au-delà de leurs incarnations historiques diverses, la question de l'engagement leur est consubstantielle, tout comme celle de la responsabilité de la littérature et de l'écrivain face à la société⁵. Il s'ensuit une relation particulière avec le dehors du champ littéraire. C'est d'ailleurs

en empruntant aux grammaires politiques que les politiques de la littérature parviennent à articuler le « régime de singularité » de l'art qui exalte l'individualité, l'originalité, l'exceptionnalité, et le « régime de communauté » de la politique, qui privilégie la collectivité, la conformité, le nombre⁶.

« Inséparables des conflits qui agitent l'espace public⁷ », les politiques de la littérature s'élaborent donc à la rencontre d'un certain donné du littéraire et d'un certain état du politique. Elles diffèrent en particulier selon que le politique est dans son état routinier ou dans un état critique. Elles tendent ainsi « à se multiplier et à se polariser à

4. Anna Boschetti, *Ismes. Du réalisme au postmodernisme*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Culture et société », 2014, p. 107-171.

5. Sur l'engagement, voir Benoît Denis, *Littérature et engagement. De Pascal à Sartre*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 2000, et « Engagement et contre-engagement. Des politiques de la littérature », dans Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz (dir.), *Formes de l'engagement littéraire (xv^e-xx^e siècles)*, Lausanne, Antipodes, coll. « Littérature, culture, société », 2006, p. 103-117. Sur la responsabilité des écrivains, voir Gisèle Sapiro, *La responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (xix^e-xx^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011.

6. Jean-François Hamel, « Qu'est-ce qu'une politique de la littérature ? Éléments pour une histoire culturelle des théories de l'engagement », dans Laurence Côté-Fournier, Élyse Guay et Jean-François Hamel (dir.), *Politiques de la littérature. Une traversée du xx^e siècle français*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, coll. « Figura », 2014, p. 22-23. Sur les politiques de la littérature, voir également Benoît Denis, art. cit.

7. Jean-François Hamel, art. cit., p. 16.

l'occasion des crises sociales⁸». Au-delà de ces variations d'intensité, c'est la nature même des nouages entre littérature et politique et, partant, entre régime de singularité et régime de communauté, qui se reconfigure dans les événements critiques. Ainsi, si même au sein des avant-gardes le régime de singularité continue de prévaloir dans les conjonctures routinières, il en va très différemment lors des crises.

On voudrait le montrer ici à propos des avant-gardes en mai-juin 1968. Mai-Juin 68 présente en effet des caractéristiques très particulières. Incitant puissamment à l'action collective – et à des formes d'action collective profondément remaniées –, il astreint les écrivains d'avant-garde à une « grève de la solitude⁹ ». La perturbation des régimes de singularité propres au champ littéraire s'avère d'autant plus importante que la critique de la division sociale du travail s'apparente à une sorte de « crise du fonctionnalisme¹⁰ » : les étudiants cessant de fonctionner comme des étudiants, les ouvriers comme des ouvriers, les écrivains peuvent-ils continuer à fonctionner comme des écrivains ? Pour que cette interrogation les traverse, encore faut-il que les avant-gardes se sentent interpellées par l'événement. Or elles y sont en quelque sorte *obligées*. Difficile pour elles de ne pas s'associer à un événement critique potentiellement révolutionnaire, sauf à déroger à leur identité historique, forgée autour de la « conjonction idéale entre changement esthétique et changement politique¹¹ », entre « hérésie littéraire et radicalisme politique¹² », entre révolution symbolique et révolution politique. Mai-Juin 68 les y *autorise* également. Le plus grand mouvement social du xx^e siècle est aussi marqué par l'importance du symbolique. On y prend la parole « comme on a pris la Bastille en 1789¹³ » parce que l'ordre symbolique, en tant que lieu de production

8. *Idem*.

9. [Jean-Pierre Faye], « L'Union des Écrivains, pourquoi? », table ronde publiée par *Action poétique*, n° 37, 2^e trimestre 1968, p. 31. Participent à cette table ronde : Guy de Bosschère, Claude Delmas, Yves Buin, Charles Dobzynski, Jean-Pierre Faye, Alain Jouffroy, Paul Louis Rossi.

10. Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, trad. fr. Anne-Laure Vignaux, Paris/Bruxelles, Le Monde diplomatique/Complexe, coll. « Questions à l'histoire », 2005 [2002], p. 32.

11. Benoît Denis, art. cit., p. 113.

12. Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 176-177, 2009, p. 22. Voir également Anna Boschetti, *op. cit.*, p. 107-171 et, sur la notion d'avant-garde, Éric Brun, *Les situationnistes. Une avant-garde totale (1950-1972)*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Culture et société », 2014.

13. Michel de Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 1994 [1968], p. 40.

et de reproduction de l'idéologie dominante, apparaît comme la place forte à investir. La prise de parole se soutient de la conviction plus ou moins consciente que le symbolique a le pouvoir de façonner la réalité. Cette grammaire de la contestation valide en quelque sorte les politiques de la littérature défendues au pôle des avant-gardes imprégnées de structuralisme linguistique, qui y trouveraient « la justification d'un travail textuel dont la dimension critique vise [...] à mettre au jour les formes linguistiques de l'assujettissement et de l'oppression¹⁴ ». Pourtant, cette politique de la littérature est aussi *défiée*. Elle se conçoit comme l'apanage de quelques spécialistes frottés de théorie linguistique, détenteurs d'une compétence distinctive. Or que leur reste-t-il en propre lorsqu'« une foule est devenue poétique¹⁵ » et que la critique de l'ordre existant vise jusqu'à « la créativité bidon et aliénée des gens qui se prennent pour des avant-gardes artistiques¹⁶ » ? Que devient une légitimité fondée sur la revendication d'une compétence de spécialiste face à la critique de la spécialisation ? L'utopie de la créativité généralisée qui s'exprime en mai-juin 1968 fait de la créativité révolutionnaire la propriété collective des anonymes et des profanes, contre son appropriation par quelques individus renommés. S'incarnant dans tout un ensemble de mots d'ordre – « Tous créateurs ! », « L'art c'est vous ! La révolution c'est vous !¹⁷ » –, de pratiques – les « journaux muraux¹⁸ », la « parole "sauvage"¹⁹ », l'écriture d'aphorismes poétiques sur les murs de villes de France – et d'acteurs – les « écrivains de murailles²⁰ », les « inscrivains²¹ » –, elle défait les magistères institués. Il y a dans cette démocratisation radicale du signe, qui substitue le nombre au nom et

14. Jean-François Hamel, art. cit., p. 22.

15. Michel de Certeau, *op. cit.*, p. 42.

16. Comité d'Action rue Bonaparte, *Les Inconnus*, « Contre la pseudo-solidarité étudiants-ouvriers », 20 mai 1968, tract reproduit dans Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la Commune étudiante. Textes et documents. Novembre 1967-juin 1968*, Paris, Seuil, coll. « L'univers historique », 1988 [1969], p. 570-571.

17. Comité d'Action Révolutionnaire, « L'imagination prend le pouvoir », 16 mai 1968, reproduit dans Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *op. cit.*, p. 256.

18. Paul Blanquart, « Les étudiants et la révolution. Essai d'interprétation des événements au 16 mai », reproduit dans Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *op. cit.*, p. 563.

19. Roland Barthes, « L'écriture de l'événement », *Communications*, n° 12, 1968, p. 109-110.

20. Claude Roy, « Les écrivains de murailles », *Le Nouvel Observateur*, 26 juin - 2 juillet 1968, p. 34-35.

21. Alain Jouffroy, « Débat : Les buts de l'Union des Écrivains », animé par Jacqueline Piatier, avec Alain Jouffroy, Michel Butor, Jean-Pierre Faye, Bernard Pingaud, *Le Monde des livres*, 29 juin 1968, p. VIII.

la signature anonyme des comités d'action à la signature personnelle des écrivains, une forme de destitution symbolique : on croit à la force qu'ont les mots de transformer la réalité, mais ce *pouvoir* symbolique est désormais détaché de tout *capital* symbolique, il est la richesse de tous et non plus la fortune de quelques-uns.

Nous avons retenu ici trois cas de figure qui illustrent tout particulièrement l'extrême diversité des réponses que les avant-gardes apportent à ce défi et des remaniements qu'il imprime, solidairement, tant à leurs politiques de la littérature qu'à leurs conceptions de l'action collective.

Former des collectifs

Nous démarrons l'analyse à la mi-mai 1968. En effet, tant que la contestation reste étudiante, le soutien que les avant-gardes lui apportent emprunte des formes classiques, à la fois *ex cathedra* et reposant sur le renom. Ce sont d'ailleurs les avant-gardes les plus consacrées, mais aussi les plus vieillissantes – parce que restées en dehors du « moment structuraliste » –, qui s'engagent le plus précocement. D'abord, dès le 5 mai, c'est le mouvement surréaliste qui célèbre « la conscience et l'énergie révolutionnaires » de la jeunesse et se déclare à sa disposition. Ce soutien est déjà original en ce qu'il recourt à un mode d'action caractéristique des mondes militants, le tract. Mais c'est encore en tant que « mouvement surréaliste²² » qu'il le signe. Ensuite, le 8 mai, ce sont les existentialistes et des écrivains qui ont été plus ou moins proches des *Temps modernes* par le passé, qui signent un communiqué saluant dans le « mouvement des étudiants » la volonté d'« ébranler la société dite de bien-être » et d'« échapper, par tous les moyens, à un ordre aliéné ». La pétition recommande également aux étudiants de repousser « toute affirmation prématurée » afin d'opposer et de maintenir « une puissance de refus capable [...] d'ouvrir un avenir²³ ».

Dès lors que, à partir de la mi-mai 1968, les affrontements entre contestataires et forces de l'ordre se radicalisent, que les grèves ouvrières se généralisent, que les occupations d'institutions culturelles se multiplient, que la critique de toute forme d'autorité, y compris symbolique,

22. « Pas de pasteurs pour cette rage », tract distribué, daté du 5 mai 1968, signé par « Le Mouvement Surréaliste », et reproduit dans Jérôme Duwa, 1968. *Année surréaliste. Cuba, Prague, Paris*, Paris, IMEC, 2008, p. 195.

23. *Le Monde*, 10 mai 1968, p. 9.

se répand, et qu'une configuration potentiellement révolutionnaire se dessine, il devient impossible pour les écrivains d'avant-garde de s'en tenir aux formes de soutien classiques. Si « pour "exister" » dans une conjoncture critique « un "acteur collectif" tend à être condamné à exister dans la rue, ou faute d'en être capable, à ne plus exister²⁴ », il reste aux avant-gardes à descendre dans l'arène, à occuper des lieux et à former des collectifs. Comme l'exprime Jean-Pierre Faye, il faut « mobiliser de façon matérielle les écrivains » : « Signer est bien, être physiquement réunis est mieux²⁵. »

La première traduction de ce remaniement survient le 18 mai avec la création du Comité d'action étudiants-écrivains (CAÉÉ). En partie issu du réseau pétitionnaire du 8 mai, auquel s'ajoutent, au moins dans un premier temps, des auteurs de dix à vingt-cinq ans plus jeunes – d'Alain Jouffroy à Jacques Roubaud, en passant par Pierre Guyotat, Jean-Pierre Faye et Maurice Roche –, le CAÉÉ représente une inflexion significative : son nom même atteste une volonté de mêler les écrivains aux étudiants protestataires, il se fonde comme comité d'action et non comme collectif littéraire, il est ouvert à tous sans droit d'entrée formel, et il prend place dans un lieu occupé, l'Institut de philosophie de la Sorbonne. S'alignant sur les principes et les pratiques de la contestation, il entreprend d'organiser une grève politique des œuvres et de soustraire le capital symbolique de ses membres à tout usage de la part d'institutions proches du pouvoir. Le 20 mai à 22 h, il rend public un « appel aux intellectuels en vue d'un boycott de l'O.R.T.F.²⁶ » qui enjoint

tous les hommes de pensée, écrivains, savants, journalistes, à refuser désormais tout concours aux services, organisations, institutions ou tribunes contrôlés par le gouvernement, en tout premier lieu l'ORTF et à y interdire toute utilisation de leurs paroles, de leurs écrits, de leurs œuvres, de leurs noms²⁷.

Dès le lendemain matin, une seconde inflexion se produit avec l'occupation du siège de la Société des gens de Lettres (SGDL) par des

24. Michel Dobry, « Éléments de réponse. Principes et implications d'une perspective relationnelle », dans Myriam Aït-Aoudia et Antoine Roger (dir.), *La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Sociétés en mouvement », 2015, p. 294.

25. [Jean-Pierre Faye], « L'Union des Écrivains, pourquoi? », table ronde citée, p. 16.

26. Office de radiodiffusion-télévision française.

27. Comité d'action étudiants-écrivains, « Appel aux intellectuels en vue d'un boycott de l'O.R.T.F. », reproduit dans *Lignes : Avec Dionys Mascolo. Du Manifeste des 121 à Mai 68*, n° 33, mars 1998, p. 113-114.

écrivains dont certains participent également au CAÉÉ. Avant de s'élargir dans la journée, ce groupe rassemble initialement des membres du collectif Change en gestation autour de Jean-Pierre Faye après sa rupture avec *Tel Quel* à l'automne 1967, de Jacques Roubaud, de Maurice Roche. Ils sont accompagnés par des animateurs de la revue *Action poétique* et rejoints par d'autres, comme le surréaliste «dissident» Alain Jouffroy. Tous apposent leurs noms au bas de l'appel fondateur de ce qui prend le nom d'Union des écrivains (UÉ), en référence à l'Union des écrivains tchécoslovaques, qui avait joué un rôle important dans la genèse du Printemps de Prague. Le collectif Change, dont la revue ne publiera son premier numéro qu'à l'automne 1968, n'agit donc pas comme un groupe littéraire mais au milieu d'une action collective plus large. L'UÉ entend constituer un «centre permanent de contestation de l'ordre littéraire établi» ouvert «à tous ceux qui considèrent la littérature comme une pratique indissociable du procès révolutionnaire actuel²⁸». Elle justifie ainsi son action :

Les écrivains qui se sont réunis ce matin dans un lieu réel ont jugé qu'il n'était plus temps d'être présents simplement au niveau du communiqué de presse ou des signatures communes. Ils ont voulu marquer de façon effective leur liaison actuelle avec le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier : dans ce but il était urgent de choisir un point quelconque, d'où ils puissent émettre un message à la fois distinct et solidaire²⁹.

Jusqu'au 24 mai, l'UÉ est le théâtre d'une lutte pour sa définition et pour la définition de l'action révolutionnaire des écrivains, qui met aux prises les membres de l'UÉ, ceux qui, restés au CAÉÉ, en seront les principaux animateurs, ainsi que les membres de la revue *Tel Quel*. Après le 24 mai, les trois groupes opèrent séparément, mettant ainsi fin à l'hypothèse à peine esquissée d'une action collective unissant les principales avant-gardes littéraires.

28. «Appel de l'Union des écrivains, 21 mai 1968», archives de l'Union des écrivains, carton 9, second état du manuscrit «Livre sur l'Union», «titre provisoire : contre l'ordre littéraire établi : dix ans de luttes», 1977. Les archives de l'UÉ ont été consultées au Centre de Poésie & Traduction de la Fondation Royaumont. Elles sont désormais (depuis 2006) conservées à l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), Abbaye d'Ardenne, Saint-Germain-la-Blanche-Herbe. Dans cet article, les références aux archives de l'UÉ correspondent au classement qui était le leur lorsqu'elles étaient déposées au Centre de Poésie & Traduction de la Fondation Royaumont.

29. Texte reproduit dans *Action poétique*, n° 37, 2^e trimestre 1968, p. 6-7.

Tel Quel, ou la coupure avant-gardiste

La politique de l'écriture de *Tel Quel* partage en apparence avec la grammaire de la contestation la conviction que la révolution passe par une révolution dans le langage. Pour la revue en effet, la « transformation sociale » n'est pas « une "force brute" à l'œuvre » mais repose sur « un changement de lecture » de la réalité. À cette condition, l'écriture est « production » et « acte soutenu RÉEL³⁰ », dotés d'une « efficacité propre³¹ ». De même, au diapason semble-t-il de la destitution symbolique à l'œuvre dans le mouvement critique, elle remet en cause « la valorisation métaphysique des concepts d'"œuvre" et d'"auteur"³² », « l'éloquence néo-romantique qui divinise l'écrivain, en fait un *créateur*³³ », et la « distribution de la propriété symbolique³⁴ ». En réalité, estime son chef de file Philippe Sollers, « le texte appartient à tous, à personne », de sorte que « toute signature n'est, à *Tel Quel*, que l'apparence d'un travail plus général susceptible de provoquer de nouvelles signatures en restant fondamentalement anonyme³⁵ ».

Pourtant, *Tel Quel* se distingue radicalement de la matrice symbolique de Mai. S'il s'agit comme dans le mouvement critique de ravir à la bourgeoisie l'institution du langage à travers laquelle elle assure la reproduction de sa domination, une telle opération ne peut passer, pour la revue, que par une « science de l'écriture³⁶ » adossée aux théories « les plus élaborées (philosophie, linguistique, sémiologie, psychanalyse, "littérature", histoire des sciences) » et aux principes du marxisme-léninisme, « seule théorie révolutionnaire de notre temps³⁷ ». Elle institue ainsi la compétence théorique comme critère d'accès à la grandeur avant-gardiste et révolutionnaire. Cette coupure nette entre profanes et initiés est en dissonance avec la critique de la spécialisation et la démocratisation radicale de la créativité portées par la contes-

30. Philippe Sollers, « Le réflexe de réduction », *La Quinzaine littéraire*, 15-31 janvier 1968, p. 10.

31. « La révolution ici maintenant », *Tel Quel*, n° 34, été 1968, p. 3. C'est plus précisément « l'action [...] textuelle » qui est dotée d'une « efficacité propre » selon *Tel Quel*.

32. [Philippe Sollers], « Écriture et révolution », entretien de Jacques Henric avec Philippe Sollers, *Les Lettres françaises*, 24 avril 1968, p. 3.

33. [Jacques Henric], *idem*.

34. [Philippe Sollers], *idem*.

35. *Ibid.*, p. 3-4.

36. Philippe Sollers, « L'écriture. Fonction de transformation sociale », *La Nouvelle Critique*, n° 12, mars 1968, p. 48-50.

37. *Tel Quel*, « La révolution ici maintenant », p. 4.

tation. De même, l'effacement de l'auteur et du nom propre auquel « l'écriture textuelle » est censée aboutir demeure une affaire théorique. C'est, pour la revue, « dans une pratique et une théorie du texte » que le « rôle du *nom* » doit être « pensé³⁸ ». À la différence de ce qui s'observe dans les comités d'action et tout particulièrement au CAÉÉ (voir *infra*), la signature personnelle continue d'ailleurs d'être pratiquée au sein de *Tel Quel*. Enfin, la revue ne peut que nourrir une grande suspicion à l'égard de la « prise de parole » généralisée en mai-juin 1968 : dès avant Mai, elle a fait du primat de la parole sur l'écriture la caractéristique même du capitalisme³⁹.

Menacée dans son magistère avant-gardiste par une crise qui la prend à contrepied – y compris sur le plan strictement politique, du fait de son alliance avec le Parti communiste, brocardée par les « gauchistes » –, la revue ne peut guère, sauf à risquer le discrédit attaché aux palinodies en conjoncture critique, remettre en cause la politique de l'écriture sur laquelle elle a bâti sa prééminence ni s'effacer dans des collectifs élargis. Le « théoricisme » demeure le point focal de ses prises de position et la révolution dans le langage sa chasse gardée. C'est à partir de ce point de vue que les enjeux de l'événement sont perçus. Comme le note Philippe Forest, « au lendemain du printemps, à *Tel Quel*, on n'entreprendra pas de penser l'événement » ; bien au contraire, on y réagit « par un surcroît de rigueur⁴⁰ » théorique. Ainsi, le discours contestataire est certes, pour la revue, d'une « grande efficacité négative contre l'archaïsme et le féodalisme du régime en place », mais il est condamné à rester un « psycho-socialisme sans prise directe avec l'analyse des forces et des rapports de production, sans conscience nette de la lutte des classes », faute d'être « déchiffré de façon théorique ». Seule une science marxiste du langage peut empêcher la contestation d'en rester à un « discours dogmatique ou romantique et, en fait, métaphysique⁴¹ ». C'est le spontanéisme dans toutes ses implications qui est disqualifié comme « idéologie petite-bourgeoise », « lexicographie pseudo-révolutionnaire », « métaphysique expressive⁴² », « modèle

38. [Philippe Sollers], « Écriture et révolution », p. 3-4.

39. *Tel Quel*, « "Tel Quel" nous répond », « Réponse I », *La Nouvelle Critique*, n° 8-9, automne-décembre 1967, p. 51.

40. Philippe Forest, *Histoire de Tel Quel, 1960-1982*, Paris, Seuil, coll. « Fiction & Cie », 1995, p. 298.

41. Philippe Sollers, « Contestation ou révolution? », *La Nouvelle Critique*, n° 15, juin 1968, p. 20.

42. Philippe Sollers, « La grande méthode », *Tel Quel*, n° 34, été 1968, p. 23.

subjectif idéaliste», parce qu'il revient à «mépriser radicalement la science marxiste, le travail théorique et la pratique politique qui en découle⁴³». Pour y avoir succombé, le CAÉÉ et l'UÉ restent selon *Tel Quel* prisonniers des «impasses répétitives du discours "engagé"» et se font «complice[s] de l'obscurantisme définitif de l'état bourgeois». La conclusion est tranchante : «toute entreprise qui ne se présente pas aujourd'hui sous une forme théorique avancée» est «contre-révolutionnaire⁴⁴».

Ce que révèle l'insensibilité proactive et théorisée de *Tel Quel* à la conjoncture critique, c'est la difficulté qu'il y a pour un groupe parvenu à la prééminence avant-gardiste de renégocier ses fondamentaux au profit d'une immersion collectiviste susceptible de lui faire perdre ses profits de distinction. Le CAÉÉ offre un exemple diamétralement opposé : le rapport entre écriture et révolution y est repensé de telle sorte que tout collectif «littéraire» doit s'effacer au profit d'un collectif proprement «révolutionnaire».

Le Comité d'action étudiants-écrivains et le «communisme d'écriture»

Les principaux animateurs du CAÉÉ après la scission de l'UÉ – Maurice Blanchot, Marguerite Duras, Dionys Mascolo, Robert Antelme, et les surréalistes Jean Schuster, José Pierre et Georges Sebbag – entretiennent de longue date une défiance à l'égard de la politique textualiste de la littérature prônée par *Tel Quel*. Celle-ci leur apparaît comme une forme particulièrement retorse de sacralisation de l'écrivain. Dès avril 1967 dans *L'Archibras*, organe du mouvement surréaliste «officiel», Jean Schuster fustige l'«incroyable présomption [qui] sévit dans le milieu littéraire et artistique où chacun se présente comme un pur héros parce qu'il soulève la brosse ou la pointe bic⁴⁵». C'est dans la même revue que Duras, toujours en 1967, s'en prend à la séparation entre profanes et initiés. Pour elle, «tout le monde écrit» car «la fonction écrivante de l'homme est une donnée naturelle, à l'instar des autres». La différence entre «celui qui écrit et celui qui n'écrit pas» n'est en aucune façon une différence de nature ou de grandeur, mais

43. «Mai 68», *Tel Quel*, n° 34, été 1968, p. 94.

44. *Tel Quel*, «La révolution ici maintenant», p. 4.

45. Jean Schuster, «À l'ordre de la nuit, au désordre du jour», *L'Archibras*, n° 1, avril 1967, p. 6.

de « comportement ». Elle distingue le « professionnel », qui s'adonne à l'écriture, et le « non-professionnel », qui exploite d'autres qualités⁴⁶. Cette critique de la spécialisation n'est pas sans rappeler ce que déclarait Sartre dès 1960 :

Peut-être, un jour, l'écriture naîtra n'importe où, chez n'importe qui [...]. Il n'y aura plus d'écrivains : tout juste des hommes qui – entre autres choses – écriront. Ce sera plus vrai. Plus proche du *besoin d'écrire* qui est chez tout le monde, aujourd'hui même, un absolu. Nous, professionnels, nous prétendons avoir une délégation et les gens nous laissent faire – faute d'écrire eux-mêmes. Nous nous présentons comme des élus. Mais c'est un mensonge⁴⁷.

Quant à Mascolo, il faisait déjà au milieu des années 1950 de ce refus de la spécialisation le socle de son engagement communiste – hors du PCF qu'il venait de quitter. Selon lui, « la pensée n'est pas une spécialité, encore moins une fonction, mais [...] une force dans le monde », force qui est « le bien de tous⁴⁸ ».

Ces conceptions prédisposent les animateurs du CAÉÉ à se reconnaître dans les mots d'ordre égalitaires et profanes de Mai-Juin 68. Se penchant à l'automne sur ce qu'a été sa pratique durant les événements, le CAÉÉ explicite ce que doit être le « rôle des hommes de savoir, écrivains, intellectuels en général dans le mouvement, dans tout mouvement révolutionnaire⁴⁹ ». Il distingue la forme du comité d'action, qu'il a adoptée et qui traduit en acte le refus de la spécialisation, de la « réunion d'écrivains⁵⁰ » qu'est à ses yeux l'UÉ. Un comité, « serait-il [...] composé tout entier d'écrivains⁵¹ », est une action collective qui se fonde dans « les masses » et qui retrouve ainsi une « capacité révolutionnaire réelle⁵² ». Au contraire, l'UÉ, quand bien même elle rassemblerait « tout[e] l'intelligentsia », est condamnée à rester une « société d'écrivains » coupée du peuple, mue par un « instinct de conservation

46. Marguerite Duras, « Voix off », *L'Archibras*, n° 2, octobre 1967, p. 11.

47. Entretien de Jean-Paul Sartre avec Madeleine Chapsal, paru dans Madeleine Chapsal, *Les écrivains en personne*, Paris, Julliard, 1960, repris dans Jean-Paul Sartre, « Les écrivains en personne », *Situations*, IX, Paris, Gallimard, 1972, p. 36.

48. Dionys Mascolo, *Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France*, Paris, Minuit, coll. « Documents », 1957, p. 94.

49. Comité d'action étudiants-écrivains, « Sur le Comité d'action écrivains-étudiants », texte écrit en septembre 1968, publié dans *Les Lettres nouvelles : Un an après. Le Comité d'action écrivains-étudiants*, juin-juillet 1969, p. 159.

50. *Ibid.*, p. 154.

51. *Idem.*

52. *Ibid.*, p. 155.

absurde⁵³», et centrée sur des enjeux catégoriels. Celui qui adhère à l'UÉ le fait en tant qu'écrivain, tandis qu'on est, au sein d'un comité d'action, « anonyme, dépouillé de tout statut, de toute détermination⁵⁴ ». L'écrivain qui s'aventure dans un comité d'action cesse de fonctionner comme écrivain. Il accepte de perdre l'autorité et les privilèges symboliques associés à son statut et de se débarrasser du « malheureux nom d'écrivain » : « S'associant au travail du Comité, ceux à qui il avait été fait un nom désirèrent le perdre, ceux qui avaient fait acte de parole particulière, désirèrent retrouver la parole anonyme. » L'écrivain devenu « militant révolutionnaire [...] ne peut en principe [...] faire acte d'écrivain, pas même lorsqu'il écrit pour le Comité⁵⁵ ». Il consent à se faire « étranger, étranger à tous et à soi, comme dans une foule manifestante⁵⁶ », et à « laisser gagner l'impersonnel⁵⁷ » en lui.

Cette « volonté de chacun d'être interchangeable⁵⁸ » caractérise l'engagement révolutionnaire au CAÉÉ. Elle se traduit d'abord par un communisme pratique de type égalitaire et a-hiérarchique. Au nom même de la « spontanéité révolutionnaire » du peuple, « aucune parole privilégiée ne peut s'élever » au sein du Comité, lequel ne saurait par conséquent s'ériger en « Bureau politique ». Elle se traduit ensuite par un « communisme d'écriture ». La récusation de ce qui fait l'individualisme littéraire conduit le Comité à prendre en quelque sorte au pied de la lettre la « mort de l'auteur » proclamée l'année précédente par Roland Barthes⁵⁹. Un véritable travail de sape des narcissismes d'auteur préside au mode d'élaboration des tracts et des communiqués au sein du CAÉÉ :

Première lecture : la méfiance est à son comble. D'emblée, le procès est fait au texte de relever – encore et toujours – de l'irréductible solitude de l'opération mentale. Son auteur, ignoré, est objectivement puni, dans son irresponsabilité même. Le « fruit de ses entrailles » est massacré. Deuxième lecture : la méfiance diminue. Troisième, cinquième lecture : la peine de l'*individu* étant purgée, la communauté fonctionne. Un texte, passé au laminoir, rejeté, bafoué, nié, disparu, renaît, et sous une forme souvent à

53. *Idem.*

54. *Ibid.*, p. 159.

55. *Ibid.*, p. 160.

56. *Ibid.*, p. 159.

57. *Ibid.*, p. 161.

58. *Ibid.*, p. 150.

59. Roland Barthes, « The Death of the Author », *Aspen Magazine*, n° 5-6, 1967, « La mort de l'auteur », *Mantéa*, n° 5, 1968, repris dans *Le bruissement de la langue. Essais critiques IV*, Paris, Seuil, coll. « Points essais », 1993 [1984], p. 63-69.

peine différente de la première. Donc, à certaines variantes près, ce texte devient *commun*⁶⁰.

La signature personnelle est bannie. L'anonymat est la condition de la communauté, rappelle Blanchot :

Les textes seront anonymes. L'anonymat n'est pas seulement destiné à lever le droit de possession de l'auteur sur ce qu'il écrit, ni même à l'impersonnaliser en le libérant de lui-même (son histoire, sa personne, le soupçon qui s'attache à sa particularité), mais à constituer une parole collective ou plurielle : un communisme d'écriture⁶¹.

Lequel suppose en outre de renverser la distribution sociale inégale de l'autorité symbolique en donnant la parole « en premier lieu » aux « sans paroles » et aux « non écrivains ». Enfin, il ne saurait être question pour les « anciens » auteurs engagés dans le CAÉÉ de continuer d'écrire en écrivains leurs œuvres personnelles. L'événement révolutionnaire appelle en effet une autre politique de l'écriture, indissociable de la parole anonyme et de l'action collective, mais sans rapport avec « la littérature » :

Ç'avait donc été cela, parler *vraiment* : manifester dans la rue ; parler dans la rue ; crier dans la rue. Crier. Écrire aussi, anonymement, collectivement : des tracts pour la rue, des affiches pour les murs de la rue, ou directement, par le moyen de milliers de voix, de la parole au plus haut degré anonyme des slogans. Mais surtout, avec ou sans mots, manifester⁶².

L'Union des écrivains : « écriture généralisée et anonyme » et « mort sociale de l'auteur »

Qu'il s'agisse de la disqualifier comme survivance idéaliste pour mieux réaffirmer le statut révolutionnaire d'une théorie matérialiste de l'écriture (*Tel Quel*), ou qu'il s'agisse de s'y fondre pour s'effacer comme écrivain et « retrouver la parole anonyme » (CAÉÉ), la « prise de parole » en mai-juin 1968 oblige les auteurs d'avant-garde à repenser

60. Comité d'action étudiants-écrivains, art. cit., p. 147.

61. Ces notes sur « les caractères possibles de la publication » sont de Maurice Blanchot et préparent l'édition du premier (et finalement seul) numéro de *Comité. Bulletin publié par le Comité d'action étudiants-écrivains au service du mouvement* (octobre 1968). Elles sont reproduites dans *Lignes : Avec Dionys Mascolo. Du Manifeste des 121 à Mai 68*, p. 131. Contrairement à la rédaction des tracts de mai-juin 1968, celle des textes de *Comité* n'est pas collective, tout en demeurant anonyme, voir *ibid.*, p. 133.

62. Dionys Mascolo, « Juillet-mai », reproduit dans *Lignes : Avec Dionys Mascolo. Du Manifeste des 121 à Mai 68*, p. 151-152.

les rapports entre écriture, écrivains et révolution et à redéfinir leur mode d'existence collective. Les membres de l'Union des écrivains n'y échappent pas. Leur originalité tient au fait qu'ils mènent cette réflexion sur deux fronts qu'unifie la matrice symbolique de Mai-Juin 68 mais qui sont en grande partie distincts.

Le premier front est relatif à la politique de l'écriture induite par les événements. Même les membres de l'UÉ les plus proches du pôle formaliste de l'avant-garde se reconnaissent dans la prise de parole. Dès l'automne 1967, soit au moment même de sa rupture avec *Tel Quel*, Faye récusait déjà le primat révolutionnaire de l'écriture sur la parole avancé par Sollers, en rappelant que le capitalisme est inséparable de l'écriture⁶³. Il ajoute, dans un dialogue avec Jouffroy paru dans *Les Lettres françaises* la première semaine de mai 1968 :

la société marchande ou bourgeoise est née dans l'écriture et, très précisément, par la *lettre* de change... En revanche, c'est la parole qui a proclamé pour tous, de juin 48 à l'Octobre russe, qu'il fallait que ça change... Les révolutionnaires de juin combattent dans la parole et le cri, c'est la propriété bancaire qui écrit⁶⁴.

Pour sa part, Jouffroy affirme que ce n'est pas la parole, mais le renoncement à la parole qui est contre-révolutionnaire. Il en veut pour preuve le silence de Saint-Just le 9 thermidor (27 juillet 1794), « au moment où voulant "ouvrir son cœur" devant la Montagne et le Marais, il croise les bras sur la boiserie, et se tait, précisément, tandis que le regard de Robespierre ne s'accroche nulle part ». Ce « renoncement à la parole », poursuit-il, est celui « par lequel va s'infiltrer le discours contre-révolutionnaire qui se poursuit jusqu'à nos jours. [...] Nous vivons en France ce silence thermidorien, depuis cent soixante-quinze ans⁶⁵. » Il en déduit la nécessité d'« inventer demain une nouvelle forme, organisée et consciente, de littérature orale⁶⁶ ».

Le crédit révolutionnaire accordé à la parole ne se paie pas pour autant d'une dévaluation de l'écriture. À l'inverse de *Tel Quel*, qui le réserve à l'écriture – à l'écriture « textuelle » plus précisément – mais de façon assez semblable au CAÉE, Faye et Jouffroy effacent la différence

63. *Tel Quel*, « "Tel Quel" nous répond », [Jean-Pierre Faye], « Réponse II », *La Nouvelle Critique*, n° 8-9, automne-décembre 1967, p. 53-54.

64. « Questions échangées entre Alain Jouffroy et Jean-Pierre Faye sur l'écriture et la parole », *Les Lettres françaises*, 2-8 mai 1968, p. 7.

65. *Idem*.

66. *Ibid.*, p. 5.

entre les deux au nom de leur pouvoir révolutionnaire commun. Le surréaliste écrit ainsi dans *Trajectoire*, le récit qu'il fait paraître début 1968, qu'« écrire, c'est faire la guerre des mots qui changent l'histoire⁶⁷ ». *Change*, dont le premier numéro est alors en cours d'élaboration, s'autorise d'une formule non traduite du Livre I du *Capital*, où Marx affirme qu'il y a à considérer « le procès tout entier du côté de la forme » et que le « change de forme » rend possible le « change matériel de la société⁶⁸ ». La revue réaffirmera maintes fois cette conception, comme dans sa « Manifestation du collectif Change », texte de 1972 qui stipule : « Tant va la langue humaine, narrante et décrivant les choses, qu'en chemin elle les change⁶⁹. » Si, avance Jouffroy, « la croyance en la contamination réelle de l'écriture et de l'action politique » était « rendue très difficile » avant mai-juin 1968, c'était uniquement du fait de « la séparation intellectuels/manuels », de la séparation « théorie/pratique », et plus généralement de « toutes les antinomies traditionnelles qui opposent [...] la pensée à l'action » – autant de « préjugés », d'« angoisse de culpabilité » et de « survivances [...] de l'idéalisme » que le mouvement de Mai vient précisément lever⁷⁰. Car ce que montre Mai-Juin 68, c'est combien « la puissance du verbe devient efficiente⁷¹ », combien « de grandes décharges d'énergies peuvent naître des échanges dans la pensée⁷² ».

Parole, écriture, forme, pensée et verbe : leurs distinctions s'abolissent dans leur performativité partagée, attestée par Mai-Juin 68. Cependant, dans l'événement, les dépositaires n'en sont plus les seuls spécialistes du discours mais l'ensemble des profanes qui s'en

67. Alain Jouffroy, *Trajectoire. Récit récitatif*, Paris, Gallimard, 1968, préambule (sans pagination).

68. Discussion organisée le 22 octobre 1968 par le Centre de critique théorique que Faye anime au sein de l'Union des écrivains, à laquelle participent Jacques Rancière, Tzvetan Todorov, Bernard Dort, Yves Buin, Henri Deluy, Catherine Claude, Bruno Marcenac, document « la première série de débats sur l'écriture (1968-1969) », archives de l'Union des écrivains, carton 9. Cette discussion fait suite à celles déjà organisées par Faye au mois de juin 1968, où la même référence à Marx a déjà été mobilisée. Formule reprise dans « Manifestation du collectif Change », *Change*, n° 13, décembre 1972, p. 209.

69. « Manifestation du collectif Change », p. 208.

70. [Alain Jouffroy], « L'Union des Écrivains, pourquoi? », table ronde citée, p. 17.

71. Selon Yves Buin, membre de l'UÉ et du collectif Change, « L'Union des Écrivains, pourquoi? », table ronde citée, p. 29. Yves Buin, ancien rédacteur en chef de *Clarté*, organe de l'Union des étudiants communistes, est l'organisateur du débat « Que peut la littérature? » en 1964 à la Mutualité qui réunit Simone de Beauvoir, Yves Berger, Jean-Pierre Faye, Jean Ricardou, Jean-Paul Sartre, Jorge Semprun, voir *Que peut la littérature?*, Paris, Union générale d'éditions, 1965.

72. [Jean-Pierre Faye], « L'Union des Écrivains, pourquoi? », table ronde citée, p. 38.

emparent. Dès lors, interroge Faye, puisque « tous les murs de la Sorbonne ou de l'Odéon étaient recouverts en tous sens par la lettre [...] que pouvait faire là-dedans la littérature, la littéralité de la lettre⁷³ ? » Il convient qu'elle ne peut alors rien faire en tant que telle. Les écrivains doivent simplement renoncer à « leur écriture propre au nom d'une sorte d'écriture générale ou d'écriture, de graffiti en commun⁷⁴ ». L'interruption de l'écriture littéraire, et de la singularité qui lui est attachée, au profit d'une écriture politique, collective et anonyme, permet selon lui de rompre l'isolement des auteurs :

On était sûrs de ne pas être entre « hommes de lettres », on était sûrs de ne pas être confinés dans l'espace littéraire : on pouvait voir cet espace littéraire se déplacer lui-même sur un autre champ et se confronter à lui. [...] Nous avons été entraînés dans cet espace de la lettre en mouvement sur l'espace *réel*. [...] Nous étions poussés en avant par le double rapport aux étudiants et aux ouvriers⁷⁵.

Il en résulte un profit spécifique : certes ce « rapport réel » avec les étudiants et les ouvriers met « le problème de l'écriture [...] en sursis (puisque en fait on n'a eu qu'à peine l'occasion d'en parler) », mais en même temps il remet celui-ci « sur sa base réelle⁷⁶ ». Autrement dit, il l'affranchit des jeux et débats théoriques au sein des avant-gardes pour le connecter à la réalité d'un événement révolutionnaire en cours et l'élargir à toutes les formes d'écriture qui « produi[sen]t le « rapport social⁷⁷ », l'écriture littéraire comme les autres puisque toutes appartiennent « au tissu même du rapport social ». La littéralité conserve cependant un rôle spécifique, de nature réflexive, selon Faye : il consiste à « mettre à nu le pouvoir d'articulation propre à cette écriture généralisée ou anonyme » qui se montre au jour en mai. Son « pouvoir d'articulation », autrement dit sa capacité à désarticuler les significations dominantes, à relier des individus auparavant épars dans une même insurrection, à lier les mots et les choses, et à esquisser d'autres possibles. Sans doute cette expérience a-t-elle permis à la revue *Change* de mieux distinguer sa conception de l'écriture, pourtant elle aussi attachée au démontage formel des langages sociaux, de celle, « autotélique

73. *Ibid.*, p. 16.

74. *Ibid.*, p. 31.

75. *Ibid.*, p. 27-28.

76. *Ibid.*, p. 27.

77. Jean-Pierre Faye, « Propositions de la commission de critique théorique », 3 juillet 1968, archives de l'Union des écrivains, carton 1, 2^e chemise « dossier chronologique après le 28 mai et documents des travaux des commissions et de l'UÉ 68-73 ».

et autoréférentielle⁷⁸», de sa concurrente *Tel Quel*. Sans doute l'a-t-elle conduite à une politique de la littérature dans laquelle l'écriture proprement littéraire se doit d'essayer, comme l'écrit Jean-François Hamel, de «produire des agencements collectifs d'énonciation qui manifestent la puissance créatrice des formes symboliques», et de «monter des machines de guerre qui ouvrent aux sujets aliénés de nouveaux devenirs⁷⁹».

Cette politique de l'écriture est celle du noyau de *Change* et plus particulièrement de Faye. D'autres membres de l'UÉ, animateurs d'*Action poétique*, revue de l'orbite communiste très proche de *Change* après mai, émettent de sérieuses réserves. Mais bien qu'ils ne croient pas à «l'efficacité directe sociale de l'écriture⁸⁰», ils participent de la même volonté de réinscrire la littérature dans le «rapport social». Seulement, ce n'est plus seulement l'écriture qu'il faut sortir de son confinement, mais l'écrivain lui-même. C'est le second front de l'UÉ. Il s'agit en l'espèce de rompre avec les mythologies littéraires du génie solitaire et du «créateur incréé⁸¹», cet être désincarné flottant au-dessus des contingences communes, afin de penser l'auteur, enfin, comme un être pleinement social et économique. La «commission professionnelle» de l'UÉ se charge ainsi d'étudier «la situation matérielle de l'écrivain» et tout particulièrement les «problèmes posés par la législation sociale et fiscale». Le cloisonnement fiscal des diverses activités de l'écrivain – qui cotise souvent à plusieurs caisses selon la nature de ses travaux littéraires sans pour autant atteindre les seuils lui conférant des droits sociaux –, l'absence de véritable statut professionnel le concernant, ainsi que tout un ensemble de dispositions comprises dans les contrats d'édition, conduisent en effet selon la commission à sa «mort sociale⁸²». Cet état de fait s'enracine dans la conception de l'auteur comme «propriétaire», héritée des premières conquêtes du XVIII^e siècle, à laquelle l'UÉ propose de substituer sa reconnaissance comme «travailleur». Au-delà de sa survie, il en va plus globalement du pouvoir social de l'écrivain, ineffectif tant qu'il demeure défini comme une

78. Jean-François Hamel, art. cit., p. 29.

79. *Idem*.

80. Entretien avec Henri Deluy, 4 mai 2001. Voir également [Paul Louis Rossi], «L'Union des Écrivains, pourquoi?», table ronde citée, p. 19-20 et p. 36-37.

81. Pierre Bourdieu, «Mais qui a créé les "créateurs"?», *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984 [1980], p. 207.

82. Rapport du Groupe «Lettres», commission des affaires culturelles, Commissariat général au Plan, juin 1970, archives de l'Union des écrivains, carton 2.

individualité socialement isolée. Si les auteurs donnent « l'impression d'être des impuissants », raconte Claude Delmas en citant les propos qu'une « jeune fille » lui a tenus au siège de la SGDL occupée, c'est qu'ils n'ont jamais fait « la preuve » qu'ils sont « des travailleurs au même titre que tous les autres ». Leur image publique d'« aristocrates solitaires⁸³ », image qu'ils ont eux-mêmes intériorisée, n'est jamais que l'effet d'une « idéologie bourgeoise » bien faite pour désarmer leurs défenses collectives. Ce qui est en jeu, c'est, grâce aux possibilités ouvertes par l'événement, de lier leur combat à celui de tous les travailleurs, acharnés comme en mai-juin 1968 à défendre leurs intérêts matériels, et de briser leur « solitude [...] néfaste à la fois à la condition de l'écrivain et à la solidarité entre l'écrivain et le public ». Au fond, estime-t-on à l'UÉ, « le grand enseignement des événements de mai 68, c'est qu'il est urgent de briser toutes les solitudes dans lesquelles on a jusqu'à présent enfermé "l'artiste", [...] le créateur », et plus généralement de « briser toutes les places-fortes [*sic*] contraignantes, celle de l'ouvrier, de l'étudiant, de l'écrivain, du cadre, et, pourquoi pas ? du paysan⁸⁴ ». Il faut donc le doter d'un statut d'« écrivain-travailleur⁸⁵ », que l'UÉ envisage idéalement dans le cadre d'« une société nouvelle de type socialiste⁸⁶ » mais qu'elle entreprend d'ébaucher sans attendre son avènement.

Un nouveau type de collectif d'écrivains naît donc durant et du fait de Mai. Ce n'est en l'espèce ni un collectif pétitionnaire ni un comité d'action, mais un regroupement de type syndical. Pour autant, il tranche avec les entreprises d'organisation professionnelle des auteurs qui ont existé dans l'histoire⁸⁷. Le syndicalisme littéraire était en effet jusqu'alors le mode d'action privilégié par des écrivains « dominés [...] voués à vivre de leur plume sans parvenir à accumuler de capital de reconnaissance symbolique », et, partant, contraints à « la mobilisation

83. [Yves Buin], « L'Union des Écrivains, pourquoi ? », table ronde citée, p. 32.

84. [Claude Delmas], *ibid.*, p. 18 et p. 22-23.

85. « Projet de programme de la Commission Professionnelle », 20 juin 1968, archives de l'Union des écrivains, carton 1, 2^e chemise : « dossier chronologique après le 28 mai et documents de travaux des commissions et de l'UÉ 68-73 ».

86. « Union des Écrivains, déclaration du 28 mai 1968 », archives de l'Union des écrivains, carton 1, 2^e chemise : « dossier chronologique après le 28 mai et documents de travaux des commissions et de l'UÉ 68-73 ».

87. Gisèle Sapiro et Boris Gobille, « Propriétaires ou travailleurs intellectuels ? Les écrivains français en quête d'un statut », *Le Mouvement social*, n° 214, janvier-mars 2006, p. 113-139.

en groupe⁸⁸ ». Or l'UÉ est créée par des écrivains renommés, certains dans le champ des avant-gardes. Son originalité tient également au fait que les questions statutaires et professionnelles sont impulsées, enveloppées et justifiées au sein même de la matrice symbolique de Mai-Juin 68. Définir l'écrivain comme «travailleur», proposer de le soustraire à «l'exploitation dont il est l'objet⁸⁹», entreprendre de le réveiller du «sommeil naïf⁹⁰» et aliénant dans lequel l'entretient l'«idéologie bourgeoise», laquelle lui fait croire «qu'il crée et [que] cela lui suffit pour vivre⁹¹», c'est relier le combat syndical à un combat révolutionnaire et priver d'efficace l'accusation de corporatisme portée par le CAÉÉ. À celui-ci et au groupe Tel Quel, l'UÉ peut valablement répondre qu'ils pratiquent, pour le premier, ou simplement proclament, pour le second, la «mort de l'auteur» sans envisager un instant sa «mort» proprement «sociale»; qu'ils font assaut de discours subversifs sans consentir à descendre au niveau même de la condition des travailleurs; et qu'ainsi ils ne font qu'entériner les représentations romantiques et désincarnées de l'auteur. Au contraire de quoi l'UÉ pose, elle, la question profane, sinon profanatrice par excellence dans un champ littéraire fonctionnant à la dénégation de l'économie⁹², celle des conditions matérielles de la création.

L'Union des écrivains est donc un collectif étrange qui eût été impensable sans le contexte spécifique de Mai-Juin 68. Elle réunit des auteurs qui ne se seraient pas rencontrés et n'auraient pas travaillé ensemble sans l'impulsion de l'événement. Elle défend une politique de l'écriture qui, tout en s'efforçant de situer la fonction propre de la littérature avant-gardiste, et tout en consacrant les pouvoirs révolutionnaires du verbe, démocratise ces derniers à toutes les paroles, à toutes les écritures insurgées. Et dans le même temps, elle participe d'une désacralisation profane de l'auteur en le présentant non plus comme un être d'exception détaché des contingences communes, mais

88. Gisèle Sapiro, «Les formes de l'engagement dans le champ littéraire», dans Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz (dir.), *op. cit.*, p. 127.

89. «Projet de programme de la Commission Professionnelle», texte cité.

90. Bernard Pingaud, «La première semaine», texte inédit. Je remercie Bernard Pingaud de m'avoir communiqué ses archives personnelles.

91. [Yves Buin], «L'Union des Écrivains, pourquoi?», table ronde citée, p. 32.

92. Pierre Bourdieu parle d'«économie à l'envers» dans *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, coll. «Libre examen. Politique», 1992, p. 201. Il évoque également à plusieurs reprises la «dénégation de l'économie» au principe des champs artistiques et littéraires parvenus à l'autonomie.

comme un personnage social banal lui aussi assujéti à l'exploitation matérielle.

★

On a parlé ici de politiques de l'écriture plutôt que de politiques de la littérature. C'est qu'en effet, en mai-juin 1968, la « littérature » n'est jamais problématisée en tant que telle parmi les avant-gardes, en raison même de son interpellation par des écritures provenant du dehors du littéraire. On s'est efforcé également de montrer que les politiques de l'écriture ébauchées durant les événements partagent toutes, à quelques réserves près, l'idée d'une performativité révolutionnaire. Mais ces politiques diffèrent considérablement d'un groupe à l'autre, selon qu'ils accordent cette performativité à la seule écriture qu'ils pratiquent eux-mêmes – l'écriture textuelle de *Tel Quel*, qui reproduit pour l'occasion la coupure entre profanes et initiés, et même entre *Tel Quel* et les autres avant-gardes –, ou la reconnaissent à l'écriture et à la parole profanes, dans lesquelles il s'agit de se fondre en s'effaçant comme « écrivain » – le CAÉÉ et le communisme d'écriture – ou dont il s'agit de penser les relations possibles avec l'écriture littéraire – le collectif *Change*. Et ce sont ces rapports avec la prise de parole, l'écriture murale, et plus généralement la matrice symbolique du mouvement critique, qui déterminent les régimes de communauté et les agencements collectifs que les écrivains d'avant-garde expérimentent et construisent. Politiques de l'écriture et conceptions du collectif sont ainsi intimement liées en mai-juin 1968.

Qu'en advient-il une fois l'événement passé ? On s'en tiendra à quelques remarques rapides sur l'immédiat après-Mai⁹³. Tout au long de sa lutte féroce contre *Change*, *Tel Quel* conduit durant plusieurs années une critique serrée et virulente de l'idéologie de Mai et continue de se concevoir comme une avant-garde aux avant-postes de l'écriture et de la révolution. Le sort du CAÉÉ offre, lui, une image saisissante de ce qu'il advient de la collectivisation des moyens d'expression lorsque disparaît l'événement qui l'a rendue possible. Sa scission

93. Dans cet article, nous n'avons traité des surréalistes qu'au passage. Pour plus de détail sur leur rapport à l'événement 68, leur politique de l'écriture et leur fonctionnement collectif en et après Mai 68, nous nous permettons de renvoyer à Boris Gobille, *Le Mai 68 des écrivains. Crise politique et avant-garde littéraire*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Culture et société », 2018 (voir plus particulièrement le chapitre 10).

à la mi-février 1969 puis sa disparition quelque temps plus tard sont le résultat d'une multitude de facteurs, mais tous signalent par contraste l'osmose qui le liait à la conjoncture spécifique de mai-juin 1968. Fidèle à l'esprit libertaire et à la «spontanéité⁹⁴», il n'entreprend à aucun moment de s'institutionnaliser en une *organisation* révolutionnaire proprement dite. Collectif affinitaire, il repose sur un communisme conçu comme «ce qui exclut (et s'exclut de) toute communauté déjà constituée⁹⁵», et, devrait-on ajouter, de toute communauté instituée ou à instituer. La nature de son prophétisme révolutionnaire interdit d'ailleurs de recruter d'éventuels disciples. Refusant d'«élaborer un programme, une plate-forme» et même un «projet», il s'en tient à un «refus qui affirme⁹⁶». Ce refus de toute tension vers l'avenir, vers une quelconque eschatologie, est caractéristique d'un prophétisme sans prophétie qui s'absorbe dans l'instant révolutionnaire où le temps historique se rompt : «un devenir révolutionnaire sans avenir de la révolution», comme disait Gilles Deleuze de Mai 68⁹⁷. Une fois passé l'instant révolutionnaire, le comité s'acharne à le répliquer à la seule force du verbe, au travers notamment d'une véritable rhétorique de guerre civile. Démarche qui s'avère incapable d'empêcher le retour des logiques sociales et politiques routinières où s'abîme l'esprit des origines. On peut supposer que la «grève de l'intelligence» et le renoncement au livre, l'«humilité» et l'anonymat, qui avaient leur sens et leur effectivité tant que l'ordre existant était suspendu, deviennent difficiles à tenir pour les véritables anonymes et les moins renommés des écrivains du CAÉÉ, dès lors que la situation est revenue à la normale. D'autant plus qu'à l'inverse, l'empreinte à la fois stylistique et théorique de Mascolo (le «communisme d'écriture»), de Blanchot («l'impersonnalité», clef de voûte de son œuvre⁹⁸) et de Duras, sur les textes du Comité est évidente et leur permettra d'ailleurs, bien des années plus tard, de revendiquer ou de laisser désigner ceux de ces textes dont ils étaient, de fait, les «auteurs». Mais ce sont les divisions politiques qui emportent définitivement le comité. Elles s'expriment dès le mois

94. Maurice Blanchot, «Affirmer la rupture», reproduit dans *Lignes : Avec Dionys Mascolo. Du Manifeste des 121 à Mai 68*, p. 137.

95. Maurice Blanchot, «Le communisme sans héritage», reproduit dans *ibid.*, p. 148.

96. Maurice Blanchot, «Affirmer la rupture», p. 137.

97. *Abécédaire de Gilles Deleuze*, documentaire vidéo, Paris, Éditions Montparnasse, 2000, lettre «R» comme «Révolution».

98. Philippe Mesnard, *Maurice Blanchot. Le sujet de l'engagement*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 95-106.

de juin 1968 à propos de la position à adopter face au Printemps de Prague, puis, deux mois plus tard, face à l'approbation publique apportée par Fidel Castro à l'intervention des troupes soviétiques le 21 août 1968. Certains membres dénoncent dans le premier des aspirations libérales et justifient la seconde au nom de l'affrontement des blocs. Ils provoquent la colère de Schuster et de Mascolo. Les dissensions atteignent un point de rupture lorsqu'un membre du comité pose la question de l'exemplarité révolutionnaire de la conduite de chacun. Mascolo refuse ce qu'il nomme un « mécanisme d'inquisition⁹⁹ » et une « dégradation "stalinisante"¹⁰⁰ », caractéristiques des organisations politiques sectaires et contraires à l'« esprit libertaire » des comités d'action. Fustigeant ceux qui jouent « avec tout ce qu'un C.A. [comité d'action] permet apparemment de licence, de caprice, d'improvisation irresponsable », il conclut, et d'autres avec lui, à l'impossibilité, désormais, de « toute espèce d'action commune¹⁰¹ » entre individus « n'ayant plus en commun que du linge sale¹⁰² ». La communauté révolutionnaire est devenue une famille chamailleuse. La sortie collectiviste de l'individualisme littéraire a vécu. Le CAÉÉ cesse en tant que tel d'exister.

L'Union des écrivains connaît un destin plus durable. Si elle traverse elle aussi quelques tumultes politiques internes dans l'après-Mai, elle résiste à la dissipation progressive de l'événement. Sans doute faut-il y voir le fruit des principes relativement souples qui la fondent et du découplage qui s'opère rapidement entre sa politique de la littérature et son action syndicale. La première, que prend dans un premier temps en charge le centre de critique théorique créé par Faye, se déplace en réalité très vite vers le collectif *Change* et sa revue éponyme. *Change* est bien une avant-garde littéraire et théorique, et de ce point de vue elle s'inscrit sans aucun doute dans le champ littéraire. Mais dans la bataille féroce qu'elle livre contre *Tel Quel* pour la conquête du monopole de l'avant-garde sur un créneau au fond assez proche, la revue conserve certains principes et schèmes de Mai qui la distinguent de son aînée et lui permettent de revendiquer une légitimité politique révolutionnaire qui ferait en revanche défaut à sa concurrente. Elle se désigne

99. Dionys Mascolo, lettre du 13 février 1969, reproduite dans *Lignes : Avec Dionys Mascolo. Du Manifeste des 121 à Mai 68*, p. 175-176.

100. *Ibid.*, p. 176.

101. Dionys Mascolo, « Les communistes de salut », reproduit dans *Lignes : Avec Dionys Mascolo. Du Manifeste des 121 à Mai 68*, p. 163.

102. Dionys Mascolo, lettre du 13 février 1969, p. 176.

ainsi comme un collectif ouvert, par contraste avec ce qu'elle appelle le « cercle fermé¹⁰³ » telquelien. De fait, son noyau dur s'adjoint des collaborations à géométrie variable, certains « compagnons de route » dirigeant même quelques numéros. Se réclamant des travaux du linguiste états-unien Noam Chomsky, et notamment de son opposition entre « créativité gouvernée par des règles » et « créativité qui change les règles », elle se positionne contre la notion de « texte » portée par *Tel Quel*. Ces jeux sémantiques et théoriques ont une résonance politique évidente. Outre que la « créativité » est un signifiant majeur de Mai, il permet d'opposer une théorie linguistique montrant l'« infinie créativité » du langage à « la linguistique structurale qui, elle, porte l'accent sur le produit fini, figé, statique¹⁰⁴ ». Le « textualisme » est évidemment visé, qui ne répondrait « qu'au premier type de créativité : celui, précisément qui ne change aucune structure¹⁰⁵ ». Soit l'opposition entre ce qui « change » et ce qui se reproduit « tel quel » – opposition que les noms mêmes des deux revues symbolisent.

Quant à l'action syndicale de l'UÉ, elle connaîtra un certain succès puisqu'au terme de multiples mobilisations elle aboutit fin 1975 à une loi reconnaissant l'unicité fiscale de l'écrivain et instituant un organisme de gestion de la sécurité sociale des auteurs. Réussite symptomatique de l'ouverture des possibles issue de Mai-Juin 68, et qui a une répercussion importante : dans son sillage éclosent en effet, toujours à l'initiative de l'UÉ, de multiples organisations de défense des intérêts des écrivains – mais aussi des traducteurs : le Comité de liaison des associations d'écrivains (CLAE), fondé avec la SGDL en 1972, l'Association des traducteurs littéraires de France, composante du CLAE née en 1973, le Syndicat des écrivains de langue française (1975), le Conseil permanent des écrivains (1979). L'UÉ a ainsi lancé un nouveau syndicalisme d'auteur. Elle n'est en revanche jamais parvenue à faire accepter

103. Le fonctionnement en « cercle fermé » est ce à quoi « Rosa Luxemburg attribuait la « corruption inévitable » de la révolution. » *Change* revendique un autre fonctionnement : « Le noyau permanent du collectif engendre une interférence continue de cercles, ou de collectifs élargis, à travers laquelle est rendu manifeste cela que Mallarmé désigne comme l'activité vibratoire de la pensée », « Manifestation du collectif Change », p. 210.

104. Entretien donné par Jean Paris à l'occasion de la sortie du numéro 12 de *Change* en 1971, Fonds Jean-Pierre Faye, cote B05-02, Institut Mémoires de l'édition contemporaine. La cote (comme celle qui apparaît dans la note ci-dessous) correspond au pré-inventaire en vigueur à l'époque de la consultation du Fonds Jean-Pierre Faye à l'IMEC.

105. Entretien donné par Jean Paris à André Miguel, dans *Le Journal des poètes*, n° 5, mai 1972, Fonds Jean-Pierre Faye, cote B05-03, Institut Mémoires de l'édition contemporaine.

ses propositions jugées les plus radicales. Parmi elles, l'idée à l'origine mallarméenne d'un « Fonds littéraire » : il consisterait à imposer aux éditeurs une redevance sur les œuvres anciennes libres de droit, ou bien à abolir le délai posthume au terme duquel les œuvres tombent dans le domaine public, et ce, afin d'abonder un fonds littéraire qui financerait des bourses pour les auteurs vivants. Justifiée aussi bien par le principe d'une solidarité des auteurs morts avec les auteurs vivants que par la défense de la « littérature de recherche » contre les impératifs du marché, cette idée se heurtera toujours non seulement aux intérêts des éditeurs et des ayants droit, mais également aux résistances de nombre d'écrivains craignant l'instauration d'une sorte de « centre national de la recherche littéraire » qui fonctionnariserait les auteurs et menacerait la liberté de création. L'UÉ aura beau assurer qu'un tel fonds littéraire serait, dans l'esprit de Mai, autogéré par les écrivains eux-mêmes et par conséquent soustrait aussi bien à l'emprise étatique qu'à l'emprise du marché, et que la propriété et le droit moral des écrivains sur leurs œuvres ne seraient pas remis en cause, cette conception de la création littéraire comme quasi-service public ne verra jamais le jour. C'était sans doute pousser un peu loin un collectivisme inséparable de l'esprit de Mai mais en contravention totale avec l'individualisme et le régime libéral de la création littéraire. Cette révolution symbolique n'aura jamais eu lieu.